

## **Elections 2024 en France ou la phase III du Dégagisme**

Daniel Biau, 24 juillet 2024

Il y a sept ans les Français élisaient le plus jeune président de leur histoire et lui donnaient une majorité confortable à l'Assemblée nationale. Les partis traditionnels de droite et de gauche s'effaçaient de la scène politique. L'Assemblée comptait 75 % de nouveaux députés. Le « dégagisme » triomphait (voir notre article de juin 2017), teinté d'une abstention record.

Au printemps 2022 Emmanuel Macron avait été réélu, mais deux mois plus tard il perdait nettement sa majorité parlementaire, au cours de Législatives qualifiées de débâcle électorale par les médias les plus modérés. Le dégagisme frappait à nouveau, la moitié des députés perdant leurs sièges (voir notre article de juin 2022). Aucune majorité ne se dégageait à l'Assemblée nationale. Le gouvernement allait abuser de l'article 49-3 de la Constitution, qui permet de faire passer des lois sans majorité absolue.

En 2024 une nouvelle phase vient d'être franchie. Elle a eu lieu en quatre étapes, commençant par les élections européennes du 9 juin, suivies des législatives des 30 juin et 7 juillet, puis de la mise en place poussive d'un nouveau gouvernement.

### **Les Européennes**

Les élections du Parlement européen sont des scrutins à un tour où les sièges sont attribués à la proportionnelle, cela dans toute l'Union Européenne. Celles de 2024 furent marquées par une nette progression de l'extrême droite dans une majorité de pays. En France les deux partis d'extrême droite totalisèrent 9 millions de voix soit 37 % des votes (Rassemblement National 7,76 m, Reconquête 1,35 m). La gauche arrivât en deuxième position avec 8 millions de voix soit 31,5 % des suffrages exprimés (Parti Socialiste 3,42 m, La France Insoumise 2,45 m, Ecologistes 1,36 m, Parti Communiste 0,8 m). Les macronistes prirent une claque avec seulement 3,6 millions de voix soit 14 % des suffrages exprimés. Bien que les scrutins ne soient pas comparables (beaucoup plus d'abstentions, 48.5 %, aux Européennes), rappelons qu'Emmanuel Macron avait obtenu 27,8 % au premier tour des Présidentielles 2022 et que sa popularité était demeurée à ce niveau pendant les deux années qui ont suivi. Sur un total de 81 sièges (le quota de la France), l'extrême droite en obtint 35, la gauche 27 (PS 13, LFI 9, écologistes 5), les macronistes 13 et LR (la droite traditionnelle, ex-Sarkoziste) 6.

Au vu de cette déroute, le Président décida le soir même du 9 juin de dissoudre l'Assemblée nationale, à la surprise générale y compris celle de ses alliés et même de son Premier ministre. Les médias parlent alors d'un incompréhensible coup de poker. Les élections législatives anticipées sont fixées au 30 juin et 7 juillet. Un vent de panique souffle sur la France, alimenté par nombre de politologues patentés et une pléiade de journalistes dénonçant en continu « les extrêmes » sur toutes les chaînes d'information. La crainte d'une

majorité absolue du RN à l'Assemblée et d'un gouvernement d'extrême droite mobilise les autres familles politiques. En quelques jours la gauche s'unit, sous la pression des militants et sympathisants, en un Nouveau Front Populaire qui décide de présenter des candidats communs dans toutes les circonscriptions.

## Les Législatives

Le fameux « coup de poker » de Macron était en fait bien réfléchi, ce n'était pas une simple crise d'humeur d'un Jupiter vexé. Machiavélique, le Président anticipait que la nouvelle Assemblée serait partagée en trois composantes, comme entrevu en 2017 et 2022, et que le bloc central se regrouperait autour de ses amis, les pertes macronistes étant compensées par des ralliements des élus du centre droit (les notables de province) qui contrôlent déjà le Sénat. Macron tablait aussi sur une division de la gauche, dont il avait déjà bénéficié en 2017 et 2022 pour atteindre le second tour de la Présidentielle.

Tous les antiracistes, xénophiles, progressistes, se mobilisèrent comme jamais pour faire barrage à l'extrême droite, alors qu'une campagne éclair révélait les faiblesses et incohérences du RN, dont le blocage de l'immigration et le renforcement de la police constituaient les seuls éléments clairs du programme. Les sondages donnaient toutefois plus de 250 sièges au RN, non loin de la majorité absolue de l'Assemblée nationale (qui s'élève à 289 sièges sur 577). Pour la première fois depuis 1940 l'extrême droite semblait aux portes du pouvoir.

Selon les résultats du premier tour fournis par le ministère de l'intérieur, le Rassemblement national, rejoint par E. Ciotti, président minoritaire des Républicains (LR), arriva en tête avec 10,6 m de voix (33,3 %), suivi par le Nouveau Front Populaire avec 9,1 m (28,3 %), la coalition présidentielle avec 7 m (21,8 %) et Les Républicains avec 2,1 m (6,6 %). Le RN était en tête dans 297 circonscriptions, la gauche dans 171, les macronistes dans 70 et LR dans 20. Le NON à Macron du 9 juin se confirmait donc le 30 juin, avec une participation supérieure (66,7%). Le deuxième tour s'annonçait serré.

Alors va se constituer un Front Républicain rassemblant tous les partis, de la gauche à la droite modérée, pour faire barrage à l'extrême droite. Cela impliquait des désistements pour le second tour. Au total 220 candidats de gauche ou du camp présidentiel arrivés troisième dans leur circonscription se sont désistés pour barrer la route au RN. On en comptera 131 du NFP et 82 macronistes. Cette « discipline républicaine » (aussi dénommée cordon sanitaire) sera fortement décriée par le RN et ne fera pas l'unanimité dans le camp présidentiel. Mais cette stratégie contre-nature portera ses fruits.

En effet le RN, malgré 10 m de voix (37 %) au second tour n'obtiendra que 142 sièges, tandis que le NFP arrivera en tête avec seulement 7,4 m de voix (25,7 %) mais 182 sièges (contre 150 dans l'Assemblée sortante) suivi du camp macroniste avec 6,31m de voix (23,1 %) mais 155 sièges. Si le scrutin s'était tenu à la proportionnelle, le RN avec 37 % aurait obtenu 214 sièges, soit 72 de plus, toujours loin de la majorité absolue mais le barrage aurait été moins solide. Le scrutin uninominal majoritaire à deux tours a permis de limiter la casse, en évitant

des triangulaires grâce aux désistements réciproques. Les 131 désistements précités expliquent par exemple que le NFP soit passé de 9 m de voix au premier tour à 7,4 m au second.

Le NON à Macron du premier tour était suivi d'un NON au RN au second tour. Mais si la gauche était en position de force, rien n'était joué. Le programme du NFP, fabriqué à la hâte au lendemain des Européennes, met l'accent sur la pouvoir d'achat (SMIC à 1600 euros, salaires indexés sur l'inflation), la justice sociale (rétablissement de l'ISF, taxation des superprofits), la transition climatique (sans mention du nucléaire), les services publics (éducation et santé), la lutte contre les discriminations et la reconnaissance de l'état Palestinien. Mais les tensions entre LFI (72 députés) et le PS (66 députés) sur le contenu de ces mesures et sur les alliances nécessaires pour les faire adopter allaient freiner l'élaboration d'un accord sur la composition d'un gouvernement de consensus, capable de tenir sur la durée.

En cette année 2024, la fracture sociale de la France se reflète à nouveau dans le choix des électeurs : les jeunes ont voté pour la gauche et les seniors pour le camp présidentiel, tandis que les ouvriers ont exprimé leur détresse et leur anxiété en optant pour le RN (« ceux qu'on n'a jamais essayé »). La fracture géographique est tout aussi évidente : les grandes villes qui avaient voté Macron en 2017 sont passées à gauche, les villages et zones péri-urbaines sont demeurées Rassemblement National. Les régions victimes des délocalisations dans le Nord et l'Est, ainsi que le littoral méditerranéen où la xénophobie fait des ravages, ont plébiscité une nouvelle fois l'extrême droite. L'Ouest exportateur et ouvert sur le monde a quant à lui sauvé les macronistes du désastre.

Au sortir du second tour, Macron décidait de temporiser et d'élargir son camp vers la Droite républicaine (LDR). Celle-ci, anciennement LR, compte 47 députés (la fraction Ciotti, qui a rejoint le RN, regroupe pour sa part 16 députés). Par conséquent aux 166 députés macronistes (contre 250 lors de la précédente législature), on peut ajouter ces 47 LDR pour obtenir un nouveau camp présidentiel de 213 membres. En fait, depuis 2022 les élus LR, de centre droit, ont systématiquement soutenu le gouvernement sur les sujets économiques. Leurs seules divergences portent sur les questions sociétales (en retrait sur le mariage pour tous ou le suicide assisté) et environnementales (moins sensibles au changement climatique). Il y a donc à présent *de facto* quatre sous-groupes dans le camp présidentiel, ceux de l'ancien Premier ministre (G. Attal, 99 élus), ceux des maires de Pau (F. Bayrou, 36) et du Havre (E. Philippe, 31), et ce « nouveau » parti républicain de droite (L. Wauquiez, 47). Macron a perdu deux élections mais il a réussi son coup de poker.

Sept ans après sa première élection, Emmanuel Macron a pris de l'âge et il a démontré ses qualités et ses défauts. Il n'a pas partagé le pouvoir, a dirigé le pays d'une main ferme (« un monarque républicain ») et s'est obstiné à promouvoir des réformes impopulaires, sauf auprès des marchés financiers. Il a fait preuve d'un opportunisme sans vergogne et d'une inconsciente arrogance. Il a tenu à soigner son image internationale en fréquentant assidument (et en invitant à Paris) les grands de ce monde, puis en devenant un va-t'en

guerre après l'invasion de l'Ukraine. Il s'est rapproché de la droite en oubliant qu'il avait été, par deux fois, élu grâce aux voix de la gauche. « Le Prince » de Nicolas Machiavel constitue probablement son livre de chevet. Il a en effet appliqué une politique amorale, sans valeurs autres que celle de se maintenir au pouvoir.

En juin 2017 j'écrivais : « Le jeune Macron est un hybride qui combine le mysticisme de Jeanne d'Arc et l'ambition de Rastignac. Comme Jeanne, il semble habité par une mission surnaturelle. Comme le héros de Balzac, il ne doute pas de sa réussite et ne craint pas les défis. » Aujourd'hui je pourrais ajouter : « Durant un septennat, le plus tout jeune Président (47 ans) s'est affirmé comme un disciple de Machiavel, un tacticien politique hyperactif, autoritaire et démagogue, beau parleur, rusé et sûr de lui. » La célèbre maxime du philosophe florentin, « Gouverner, c'est faire croire », paraît constituer l'un des mantras du Jupiter français, auquel il reste trois ans pour assoir sa réputation.

### **Un nouveau gouvernement ?**

L'élection à la présidence de l'Assemblée nationale, le 18 juillet, a permis de clarifier les positions des uns et des autres. Cette élection a lieu en trois tours. Au premier tour Le candidat du Nouveau Front Populaire, A. Chassaigne (200 voix), a devancé celui du RN, S. Chenu (**142 voix**), et celle d'Ensemble pour la République, Y. Braun-Pivet (124 voix). Au troisième tour cette dernière, en place depuis 2022, a été réélue avec **220 voix contre 207** pour A. Chassaigne. On constate donc que 96 députés supplémentaires ont soutenu la candidate macroniste, ce qui confirme le ralliement du centre droit au camp présidentiel. Les trois blocs sont désormais constitués et aucune coalition ne semble envisageable. Seules des majorités dites de projets, au cas par cas, pourront advenir d'ici la prochaine dissolution, constitutionnellement impossible avant juillet 2025.

Le NFP ayant mis 16 jours pour se mettre d'accord sur le nom d'une possible Première ministre (Lucie Castets) et le Président étant trop heureux de maintenir le statu quo, la situation est au point mort. L'ancien gouvernement reste en place pour gérer les affaires courantes et cela va durer. Pour sa part le leader des Insoumis, Jean-Luc Mélenchon, rêve d'une démission d'Emmanuel Macron et d'une Présidentielle anticipée dans laquelle il affronterait Marine Le Pen au second tour. Cette démission étant illusoire, Mélenchon attend la mise en bière du macronisme en 2027 (il aura alors 76 ans) et ne s'intéresse guère à la recherche d'une solution à la quadrature du cercle NFP et aux alliances envisageables.

Macron peut ouvrir en toute quiétude les Jeux Olympiques de Paris, en compagnie de ses amis, les grands de ce monde. Comme les Romains il y a 2 000 ans, les Français devront se réjouir d'avoir à la fois du Pain et des Jeux.

**Postscriptum** : le 5 septembre Macron nomme un premier ministre, l'insipide Michel Barnier, LR de 73 ans dont le parti occupe seulement 7 % des sièges (soit 47) à l'Assemblée nationale. Barnier, politicien professionnel, bénéficie du soutien des macronistes, de la droite classique et implicitement de l'extrême droite qui le met « sous surveillance ». Deux mois de réflexion présidentielle pour accoucher d'une souris qui ignore totalement le résultat des urnes ! Les salaires n'augmenteront pas, l'impôt sur la fortune ne sera pas rétabli, la réforme des retraites ne sera pas abolie : le patronat respire, la gauche hurle. Le seul objectif du gouvernement Barnier sera de réduire le déficit budgétaire, soudainement qualifié d'abyssal. Macron a réussi son coup, la droite consolide son pouvoir. Barnier tiendra tout juste trois mois avant d'être censuré par l'Assemblée nationale et d'être remplacé, le 13 décembre, par un autre centriste de droite, le notable béarnais François Bayrou, maire de Pau et également né en 1951, dont le parti occupe 6 % des sièges (soit 36) à l'Assemblée nationale. Bis repetita, Macron s'obstine à ignorer le résultat des urnes. 2024 se termine en queue de poisson.